

## FIN DU PROCÈS DES EX-CADRES DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE POLICE DE CHÂTEAUNEUF

# Les arguments de la défense et les pleurs des prévenus

**«J'ai plus de 25 ans de travail dans la police, et je me suis rendu six fois aux lieux saints de l'Islam. Jamais je n'ai été un tricheur ou n'ai trahi la confiance placée en moi par mes responsables. Je suis innocent Monsieur le Président. J'ai souffert durant ces quatorze mois, dont neuf passés en prison». L'ex-directeur de l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf éclate en sanglots. Dans la salle, des pleurs se font entendre. L'émotion est à son comble.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le verdict du procès de l'affaire des ex-cadres de l'Ecole de police de Châteauneuf sera connu sous quinzaine, soit le 19 juillet prochain, a indiqué le président du tribunal correctionnel de Sidi M'hamed. Mais avant de rendre publique la date du verdict, il donne pour la dernière fois la parole aux prévenus. Des moments chargés d'émotions durant lesquels les neuf prévenus ont demandé au juge de les relaxer.

## OTA signe un partenariat avec 5 institutions universitaires

Poursuivant sa politique de soutien au secteur de l'enseignement, Djezzy, leader de la téléphonie mobile, sponsorisera les cérémonies de remise des prix aux lauréats des universités, des instituts et des grandes écoles.

Ce parrainage des élèves les plus méritants s'inscrit, faut-il le rappeler, dans le cadre d'un certain nombre d'actions visant à promouvoir l'excellence où qu'elle soit. Aussi bien dans l'enseignement, l'environnement, le social et la culture, que dans le sport.

La participation d'OTA ne sera pas que d'ordre matériel. Elle contribuera également à améliorer le programme pédagogique, de même qu'elle visera à accueillir les étudiants pour des stages pratiques leur permettant de matérialiser leurs connaissances théoriques.

Enfin, les étudiants de ces institutions auront la possibilité, en fonction des besoins de l'entreprise, de faire partie de la grande famille d'OTA.

Le directeur général d'OTA, M. Tamer El-Mahdi, a déclaré qu'en tant qu'entreprise citoyenne, Orascom Telecom Algérie a toujours été sensible aux causes qui permettent à l'Algérien d'avancer dans la voie du progrès et du bien-être social. «Nous poursuivrons notre engagement aux côtés des jeunes du pays. Et nous répondrons présent à chaque fois que notre soutien sera jugé nécessaire», a souligné M. El-Mahdi.

Quant aux responsables des institutions parrainées, ils sont unanimes à remercier OTA pour son soutien, qui permettra aux meilleurs élèves de recevoir des récompenses qui sanctionnent l'effort, le travail et le talent.

Liste des institutions universitaires parrainées : Université Mentouri de Constantine, Institut national du commerce de Ben-Aknoun, Ecole supérieure de commerce d'Alger, Institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication d'Oran, Ecole nationale polytechnique d'El-Harrach (Alger).

Les propos des mis en cause dans cette affaire ont jeté l'émoi parmi l'assistance. Plusieurs personnes, dont des avocats, touchées par les paroles de Dridi, Corso et Ziane, ont éclaté en sanglots. La tension était extrême. «Nous sommes innocents. Rendez-nous notre liberté», ont clamé les cinq prévenus, en détention préventive depuis neuf mois à la maison d'arrêt de Serkadji.

Que cache véritablement l'affaire des ex-cadres de l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf ? Pour les avocats de la défense, «il s'agit bel et bien d'un règlement de comptes interne à l'institution». «Sinon comment expliquer qu'une affaire interne à l'institution soit portée en justice ?» Les huit avocats qui ont succédé hier à la barre sont unanimes : «Les mis en cause ne sont que des boucs émissaires.»

Le ton des plaidoiries a été donné par l'avocat Mustapha Bouchachi. Ce dernier, assurant la défense de l'ex-commissaire de

police Corso Abdelkader, pointe du doigt «le service de la police judiciaire ayant enquêté sur cette affaire».

«Ce n'est pas Dridi, Corso ou Ziane qui doivent être poursuivis en justice pour faux et usage de faux mais plutôt les personnes ayant enquêté dans cette affaire. Elles doivent répondre des faux qu'elles ont commis lors de leurs investigations». «De grâce, Monsieur le Président, doit-on admettre que les personnes chargées d'enquêter sur cette affaire sont celles qui ont échoué aux épreuves du concours d'entrée à l'Ecole supérieure de police ?

La faute ne leur incombe pas. Elle incombe à leurs responsables hiérarchiques qui ont toléré ce genre de pratique. Une pratique qui a falsifié les faits. A quoi obéit cette démarche ? Que cache-t-elle ? Corso Abdelkader a été poursuivi parce qu'il a bénéficié d'un ou deux points supplémentaires dans l'épreuve de tir.

«Dans ce cas précis, pourquoi n'a-t-on pas alors poursuivi les deux autres candidats qui ont également bénéficié du même avantage ?» s'est-il interrogé. Et d'ajouter : «Savez-vous Monsieur le Président que mon client était classé 3<sup>e</sup> sur la centaine de candidats et que l'épreuve de tir n'est nullement contenue dans le cahier des

charges que M. Dridi avait appliqué scrupuleusement. Même si M. Corso avait obtenu un zéro dans cette épreuve, cela n'aurait rien changé quant à son admission à l'Ecole supérieure de police, alors sur quelle base est poursuivi mon client dans cette affaire ?»

En parfait orateur, M<sup>e</sup> Bouchachi évite de situer les enjeux externes de cette affaire mais déclare, en s'adressant au président du tribunal, que «dans cette histoire, on a tout fait dans le seul but de tromper la justice de mon pays et lui fournir des contrevérités. Mais au vu des débats qui caractérisent ce procès, je me permets de dire que la justice de mon pays se porte bien, du fait qu'elle a toléré que la vérité éclate en public».

L'intervention de l'avocat Bouchachi a été précédée une demie-heure avant par les plaidoiries des avocats Djellab et Friha Samir, défendant les inculpés Ziane et Amrane Sid-Ali.

Le premier, informaticien, et le second, professeur de tir, ont été surpris de voir la représentante du ministère public demander à leur rencontre respectivement des peines de cinq et huit années de prison ferme. De fait, leurs avocats se sont demandés «sur quelle base juridique on peut condamner des personnes en première instance (correctionnelle), alors que la

preuve de l'accusation est inexistante». «Où sont les victimes ?» s'interroge M<sup>e</sup> Friha, qui ajoute : «La note de l'épreuve de tir n'influe guère sur le concours lui-même du fait qu'elle ne constitue pas un test important». L'avocat cite en exemple le cas de deux candidats qui ont réussi le concours «alors que les notes obtenues dans l'épreuve de tir sont situées entre 4,25 et 4,50».

Les révélations des robes noires surprennent l'assistance. Le président du tribunal, très attentif aux arguments développés par les avocats, prend note. Dans le box des accusés, l'ex-directeur de l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf. Ses avocats, au nombre de cinq, ont tous demandé la relaxe. Une demande que la vingtaine d'avocats qui ont succédé à la barre depuis samedi dernier ont exprimée.

M<sup>e</sup> Benhabyllès, Belkhedir, Bouchina ont reconstitué les circonstances de l'affaire. Ils accusent la tutelle de «non-respect de sa propre réglementation» et rappellent le parcours honorable de l'ex-directeur de l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf et plaident non coupable. «Rendez-lui son honneur. Après Dieu, vous êtes le protecteur des libertés sur la terre.»

A. B.

## POLITIQUE EXTÉRIEURE AMÉRICAINE

# En quoi Obama se distingue-t-il de son prédécesseur ?

Elu suite à une campagne électorale marquée par une volonté de changement, le président américain, Barack Obama, pourrait-il décevoir aujourd'hui ? La politique de l'administration Obama serait-elle différente de celle de son prédécesseur Bush ? Ce sont là les questions sur lesquelles s'est penché hier Lorenzo Morris, politologue américain, lors de sa visite à Alger.

Visiblement, ces deux administrations sont totalement différentes, notamment vis-à-vis du Proche-Orient et de l'Afrique, estime le conférencier. Faisant un portrait positif de l'actuel président américain, le politologue dira que l'approche

d'Obama, contrairement à celle de Bush, repose sur le dialogue et la coopération. «Mieux encore, dira-t-il, le nouveau président s'est entouré des gens qui ont une expérience assez profonde du monde en sous-développement.» Ce qui permettrait, selon lui, un changement. «Obama est sensible à toutes les questions qui touchent les minorités et les défavorisés», a-t-il ajouté.

Interrogé sur le respect du délai de fermeture de la prison de Guantanamo, l'intervenant dira qu'il s'agit d'une question assez «compliquée». Et d'expliquer qu'aux Etats-Unis, il n'existe aucun endroit qui pourrait recevoir tous ces prisonniers.

Afin de résoudre ce problème, l'administration américaine a entamé des négociations avec d'autres pays. Ainsi, poursuit-il, «les Etats-Unis tentent d'établir des accords qui permettront de transférer ces prisonniers vers ces pays». Et de préciser que les locataires de Guantanamo ne seront pas libérés, car «certains sont coupables et doivent être jugés une seconde fois avec des peines probablement plus lourdes s'ils doivent être transférés aux Etats-Unis». Toutefois, M. Morris conclut par la certitude que la politique américaine d'Obama va dans un sens positif.

Salima A.

## OUVERTURE OFFICIELLE DU FESTIVAL PANAFRICAIN

# Du spectacle, du vrai !

**L'ouverture officielle de la seconde édition du Festival culturel panafricain d'Alger s'est déroulée dimanche soir à la coupole du complexe Mohamed-Boudiaf d'Alger.**

Une pléiade d'artistes africains de renom étaient à l'affiche de cette cérémonie : Warda El-Djazairia, Youssou N'dour, Césaria Evora, Amazigh Kateb...

Un mégaconcert conduit d'une main de maître par le chorégraphe Kamel Ouali.

Durant trois heures, le public a vibré sur les rythmes africains. Trois heures de son et de lumière qui ont retracé l'histoire du continent depuis

les âges anciens au troisième millénaire en passant par la colonisation et les indépendances. Kamel Ouali fera également un détour par le nouveau continent pour rappeler les souffrances des populations afro-américaines. L'hommage rendu à Michael Jackson a d'ailleurs été un des moments forts de ce spectacle. Notons que de nombreuses personnalités nationales et étrangères étaient présentes à la Coupole.

Le coup d'envoi officiel des festivités de ce second Festival culturel panafricain a été donné par Abdelaziz Belkhadem, ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République.

T. H.



Photo : Samir Sid